

---

# Analyse du budget 2019-2020 et de ses impacts pour l'Outaouais

---

Mars 2019

Rapport d'analyse présenté par



## Table des matières

<b>TABLE DES MATIERES</b>	<b>2</b>
<b>ANALYSE DU BUDGET 2019-2020 ET DE SES IMPACTS POUR L'OUTAOUAIS</b>	<b>3</b>
<b>INTRODUCTION</b>	<b>3</b>
<b>1. LES MESURES SPECIFIQUES A L'OUTAOUAIS</b>	<b>4</b>
1.1. ÉTUDE D'UNE NOUVELLE OFFRE DE SERVICE HOSPITALIER EN OUTAOUAIS	4
1.2. ÉTUDE POUR LE REAMENAGEMENT DU CAMPUS DE GATINEAU DE L'UQO	5
1.3. AUTRES CONSIDERATIONS REPERTORIEES POUR L'OUTAOUAIS	6
1.4. MESURES POUR L'ENSEMBLE DU QUEBEC	7
1.5. ÉDUCATION	7
1.5.1. Donner à chaque enfant les moyens d'aller au bout de son potentiel	9
1.5.2. Soutenir les enseignants et valoriser la profession	10
1.5.3. Appuyer les régions et soutenir l'enseignement supérieur	11
1.6. SANTE ET SERVICES SOCIAUX	11
1.6.1. Renforcer l'accès à la première ligne	13
1.6.2. Bonifier le Programme de soutien aux organismes communautaires	13
1.6.3. Ajouter du personnel soignant : Améliorer les services	13
1.6.4. Améliorer les infrastructures en santé et services sociaux	14
1.7. LOGEMENT	15
1.7.1. Soutien dans la réalisation des unités de logement AccèsLogis Québec non réalisées et Bonification du Programme d'aide aux organismes communautaires	16
<b>CONCLUSION</b>	<b>17</b>

## Analyse du budget 2019-2020 et de ses impacts pour l'Outaouais

### Introduction

À la suite de la publication de la note socio-économique intitulée Effets du retard de financement public sur les systèmes de santé et d'éducation postsecondaire en Outaouais : retombées économiques d'un rattrapage<sup>1</sup>, qui déterminait que la région de l'Outaouais bénéficiait de moins de financement que les autres régions administratives comparables au Québec, particulièrement dans le domaine de la santé et de l'éducation postsecondaire, l'organisme Équité Outaouais a fait une analyse succincte du budget 2019-2020. L'objectif de cette analyse est de vérifier si celui-ci risque d'améliorer la situation des habitants de l'Outaouais dans les secteurs de l'éducation, de la santé et des services sociaux et du logement.

Tel que déjà constaté dans la note socio-économique de l'IRIS : « alors que la population de l'Outaouais voit une progression de sa population de plus de 20 % depuis 15 ans, les systèmes de santé et services sociaux et d'éducation professionnelle et postsecondaire connaissent un sous-financement par rapport aux régions administratives comparables ». Cela se répercute notamment sur une détérioration des services offerts en santé et en éducation, mais crée aussi une pression sur le marché locatif qui connaît une pénurie persistante<sup>2</sup>. De surcroît, des événements climatiques extrêmes ont causé des dommages assurés de 295 millions de dollars pour les villes de Gatineau et Ottawa<sup>3</sup>, accentuant les besoins de services dans la région.

Dans ces circonstances, la présente analyse se fera en 2 parties. Tout d'abord, elle énumérera et détaillera les nouvelles mesures affectant spécifiquement la région de

---

<sup>1</sup> Schepper, Bertrand, Effets du retard de financement public sur les systèmes de santé et d'éducation postsecondaire en Outaouais : retombées économiques d'un rattrapage, IRIS, août 2018, 16 p., en ligne, <https://iris-recherche.qc.ca/publications/outaouais>

<sup>2</sup> En effet, selon les plus récentes données de la SCHL, le taux d'inoccupation pour les maisons en rangée et les appartements se situait en moyenne entre 0,4 % et 1,2 %, ce qui est bien moindre que le seuil considéré « d'équilibre » du marché. Voir : SCHL, *enquête sur les logements locatifs, centres urbains : taux d'inoccupation*. Document Excel, en ligne, <https://www.cmhc-schl.gc.ca/fr/data-and-research/data-tables/urban-rental-market-survey-data-vacancy-rates>

<sup>3</sup> Cela sans compter les dommages non assurés. Voir : Bureau d'assurance du Canada, *Les tornades à Ottawa-Gatineau ont causé des dommages assurés de 295 millions \$*, communiqué de presse, 22 octobre 2018, en ligne, <https://www.newswire.ca/fr/news-releases/les-tornades-a-ottawa-gatineau-ont-cause-des-dommages-assures-de-295-millions--698235501.html>

l’Outaouais. Par la suite, elle présentera les nouvelles mesures qui touchent l’ensemble du Québec dans les secteurs visés et qui auront un impact sur les habitants de la région.

## 1. Les mesures spécifiques à l’Outaouais

D’emblée, il est plutôt rare que dans le plan budgétaire du Québec, des fonds soient alloués en fonction des régions administratives. Cependant, lorsque l’on étudie les documents connexes déposés avec le plan budgétaire, tel que le Plan québécois des infrastructures 2019-2029 (PQI)<sup>4</sup>, il est possible de trouver plus de détails sur les intentions gouvernementales quant à ses investissements en dépenses pour les infrastructures.

Nous remarquons dans le PQI deux nouvelles mesures qui touchent directement l’Outaouais et qui méritent d’être étudiées. Il est important de noter que le PQI vise à maintenir ou bonifier l’offre de service à la population au moyen d’investissements en infrastructure. Il présente les investissements selon les secteurs et par type d’avancement des projets.

Pour notre usage, il faut distinguer les différents types d’avancement des nouveaux projets.

Les projets en réalisation sont les projets ayant déjà entamé leur phase de construction. Normalement, ces projets devraient être complétés au courant de l’horizon de 10 ans du PQI.

Les nouveaux projets dits en « planification » sont les projets dont le gouvernement a autorisé l’élaboration d’un dossier d’affaires, qui sont considérés comme une solution à un problème établi par le gouvernement et qui sont en voie de passer à la réalisation. Souvent, ces projets ont été soumis à des études de faisabilité, mais ce n’est pas toujours le cas. Par exemple, dans le PQI en cours, le projet le plus connu qui est en planification est l’implantation d’un lien routier entre Québec et Lévis, appelé aussi « le troisième lien », qui n’est pas passé par une période d’étude.

Les projets à « l’étude » sont des projets qui méritent, selon le gouvernement, d’être mis à l’étude afin d’en évaluer la nécessité ainsi que la meilleure façon d’y répondre. Pour l’Outaouais, les projets les plus importants se retrouvent dans cette catégorie.

### 1.1. Étude d’une nouvelle offre de service hospitalier en Outaouais

Tel que mentionné dans la note socio-économique de l’IRIS :

« “Le nombre de lits dressés de courte durée par 1000 habitant•e•s” se situe 25 points de pourcentage sous la moyenne québécoise. Cette donnée est par ailleurs inférieure à celles des régions comparables par une marge plus grande ou égale que l’écart de l’Outaouais

---

<sup>4</sup> Québec, Budget de dépenses 2019-2020, volume 8 : Les infrastructures publiques du Québec, Section B, mars 2019, 62 p.

avec la moyenne. Pour rejoindre la moyenne québécoise, il faudrait dresser en Outaouais 185 lits de courte durée supplémentaires, soit l'équivalent d'un petit hôpital<sup>5</sup>. »

Cette nécessité est d'ailleurs bien connue dans la région. Or, à la page B.18 du PQI, on peut lire que :

« Afin d'évaluer les options qui permettront de répondre aux besoins croissants de la population en termes de services de santé, le gouvernement a autorisé la mise à l'étude de trois nouveaux projets, soit :

- La construction d'un nouvel hôpital à Chisasibi ;
- La modernisation de l'urgence et des unités de soins à l'hôpital de Saint-Eustache ;
- Le projet d'une nouvelle offre de service hospitalier en Outaouais<sup>6</sup>. »

Il est présentement impossible de déterminer le budget qui est accordé à ce dernier projet. Cependant, nous savons que pour les années 2019 à 2029, un budget de 71,2 millions de dollars<sup>7</sup> est accordé à l'étude des 3 projets ci-haut. Il est permis de croire que le gouvernement ira de l'avant avec la planification d'un projet de nouvelle offre en Outaouais à terme. Cependant, il est impossible pour le moment de connaître les hypothèses de l'étude, la durée de cette évaluation, ni les solutions envisagées.

Il s'agit d'un pas dans la bonne direction et d'une reconnaissance des besoins, mais plus de détails sont nécessaires pour prendre une position claire sur le projet.

## 1.2. Étude pour le réaménagement du campus de Gatineau de l'UQO

La note socio-économique de l'IRIS faisait état d'un problème récurrent dans les inscriptions d'étudiants aux programmes postsecondaires en Outaouais. Au niveau universitaire, cela se traduit par un ratio d'inscription à l'université par habitant moindre en Outaouais que dans les régions comparables et affecte les revenus de l'Université du Québec en Outaouais (UQO)<sup>8</sup>. Il est donc permis de supposer que pour rénover ou réaménager son environnement, l'UQO a besoin d'aide du gouvernement pour soutenir ses infrastructures. Or, il est indiqué à la page B.21 « qu'au cours de la dernière année, le

---

<sup>5</sup> Schepper, Bertrand, *Effets du retard de financement public sur les systèmes de santé et d'éducation postsecondaire en Outaouais : retombées économiques d'un rattrapage*, IRIS, août 2018, p. 5, en ligne, <https://iris-recherche.qc.ca/publications/outaouais>

<sup>6</sup> Québec, *Budget de dépenses 2019-2020, volume 8 : Les infrastructures publiques du Québec*, Section B, mars 2019, p. B.18.

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. B.6.

<sup>8</sup> Schepper, Bertrand, *Effets du retard de financement public sur les systèmes de santé et d'éducation postsecondaire en Outaouais : retombées économiques d'un rattrapage*, IRIS, août 2018, p. 9.

gouvernement a procédé à la mise à l'étude de nouveaux projets dont : [...] Le réaménagement du campus de Gatineau de l'Université du Québec en Outaouais »<sup>9</sup>.

Cette étude ainsi que les deux autres inscrites au PQI pour l'enseignement supérieur ont des coûts budgétés de 27,7 millions de dollars<sup>10</sup>.

Cependant, une fois de plus, rien n'assure que le projet sera mené à terme. Cette étude indique toutefois que le gouvernement semble porter une certaine attention aux besoins de l'UQO.

### 1.3. Autres considérations répertoriées pour l'Outaouais

Sans entrer directement dans le mandat qui nous est assigné, on remarque d'autres enjeux qui touchent spécifiquement l'Outaouais et que nous répertorions ici :

La commande d'une étude portant sur l'amélioration de l'autoroute 50 entre Gatineau et Mirabel<sup>11</sup>.

- En transport en commun, le PQI nous indique que les efforts en planification pour la prolongation du Rapibus dans le secteur Est de la ville de Gatineau-Phase III – Tronçon Lorraine-Aéroport se poursuivent. Pour le moment, il ne semble pas y avoir d'information supplémentaire<sup>12</sup>. De plus, l'étude servant à vérifier la validité d'implanter un nouveau système de transport collectif dans le sud-ouest de Gatineau est toujours en cours<sup>13</sup>.
- De plus, sans être dans le cadre spécifique du budget, il a été annoncé que le gouvernement du Québec a octroyé au Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) de l'Outaouais une enveloppe de 455 000 \$ afin d'augmenter l'aide aux personnes victimes des tornades dans la région. Notons que le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) a annoncé un versement de 150 000 \$ au CISSS de l'Outaouais pour soutenir le projet de « halte chaleur », un refuge pour les personnes plus démunies, qui connaît présentement un important afflux lié à la crise du logement et aux conséquences des tornades qui ont récemment touché la région<sup>14</sup>.

---

<sup>9</sup> Québec, Budget de dépenses 2019-2020, volume 8 : Les infrastructures publiques du Québec, Section B, mars 2019, p. B.21.

<sup>10</sup> *Ibid.*, B.6.

<sup>11</sup> *Ibid.*, B.37.

<sup>12</sup> Québec, Budget de dépenses 2019-2020, volume 8 : Les infrastructures publiques du Québec, Section B, mars 2019, p. B.39.

<sup>13</sup> *Idem*

<sup>14</sup> Bien que ces 2 annonces aient été faites en marge du budget, nous les considérons comme faisant partie des nouvelles liées à la région qui ont été approuvées avec le nouveau budget. Voir : Bergeron, Jérôme, « Québec donne 455 000 \$ au CISSS de l'Outaouais pour appuyer les sinistrés des tornades », *Ici Ottawa-*

#### 1.4. Mesures pour l'ensemble du Québec

Il est difficile d'établir comment les annonces du dernier budget affecteront la région de l'Outaouais. Nous ne pouvons que souhaiter que le gouvernement tienne compte des besoins de la région dans sa répartition des fonds. L'Outaouais connaît un contexte particulier, vu l'importance des inégalités entre les MRC les plus riches et les moins nanties. Certains milieux de la région ont d'importants besoins en éducation, santé, logement et dans le secteur communautaire. Nous tenterons de voir comment le budget 2019-2020 pourrait les affecter. Pour cette analyse nous faisons un survol des mesures phares du Plan budgétaire 2019-2020 du Québec<sup>15</sup>.

#### 1.5. Éducation

On trouve en page C.12 du budget du Québec<sup>16</sup> l'essentiel des informations pour analyser les mesures qui toucheront le domaine de l'éducation et de l'enseignement supérieur. Nous les reproduisons au tableau ci-dessous. On y remarque que le gouvernement compte dépenser sur 5 ans 2,4 milliards de dollars supplémentaires. Pour 2019-2020, ce montant est de 230 millions de dollars.

---

Gatineau, 22 mars 2019, en ligne, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1159861/quebec-donne-455-000-cisss-aide-sinistres-tornades>

<sup>15</sup> Québec, Plan budgétaire 2019-2020, mars 2019, 400 p., en ligne, [http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2019-2020/fr/documents/PlanBudgetaire\\_1920.pdf](http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2019-2020/fr/documents/PlanBudgetaire_1920.pdf)

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. C.12.

TABLEAU C.3

**Détail des mesures annoncées en éducation et en enseignement supérieur**  
(en millions de dollars)

	2018- 2019	2019- 2020	2020- 2021	2021- 2022	2022- 2023	2023- 2024	Total
<b>Donner à chaque enfant les moyens d'aller au bout de son potentiel</b>							
Déployer la maternelle 4 ans	—	-36	-72	-191	-318	-436	-1 053
Offrir une heure d'activités parascolaires de plus par jour au secondaire	—	-21	-62	-124	-124	-124	-455
Soutenir la réussite et la persévérance	—	-25	-25	-25	-25	-25	-123
Ajouter des classes spécialisées	—	-20	-20	-20	-20	-20	-100
Favoriser l'accès à des sorties culturelles et enrichir le contenu offert dans les bibliothèques scolaires <sup>(1)</sup>	—	—	—	—	—	—	—
<b>Sous-total</b>	—	-102	-179	-360	-487	-605	-1 731
<b>Soutenir les enseignants et valoriser la profession</b>							
Augmenter les services de soutien professionnel directs aux élèves	—	-47	-47	-47	-47	-47	-235
Offrir des bourses d'excellence aux futurs enseignants	—	-16	-16	-16	-16	-16	-79
Développer un programme de mentorat pour les futurs enseignants	—	-5	-5	-5	-5	-5	-25
<b>Sous-total</b>	—	-68	-68	-68	-68	-68	-339
<b>Appuyer les régions et soutenir l'enseignement supérieur</b>							
Bonifier le financement des cégeps	—	-29	-29	-29	-29	-29	-144
Soutenir les universités en région	—	-15	-15	-15	-15	-15	-75
Adapter la formation aux besoins du marché du travail	—	-5	-5	-5	-5	-5	-25
Déployer des mesures en formation professionnelle	—	-5	-5	-5	-5	-5	-25
<b>Sous-total</b>	—	-54	-54	-54	-54	-54	-269
<b>Promouvoir le loisir et le sport</b>							
Démocratiser l'accès au loisir et au sport	—	-7	-7	-7	-7	-7	-36
Promouvoir le soutien aux événements sportifs internationaux <sup>(2)</sup>	—	—	-5	-5	-5	-5	-20
Soutenir la mise à niveau et l'amélioration des sentiers et des sites de pratique d'activités de plein air <sup>(2)</sup>	—	—	-5	-5	-5	-5	-20
<b>Sous-total</b>	—	-7	-17	-17	-17	-17	-76
<b>TOTAL</b>	—	-230	-317	-498	-625	-743	-2 414

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

(1) Le gouvernement s'est engagé à financer des sorties culturelles et des ressources de qualité dans les bibliothèques scolaires. Des sommes de 15 M\$ en 2019-2020 et de 30 M\$ pour les années suivantes seront octroyées au ministère de la Culture et des Communications. Pour 2019-2020, les sommes seront pourvues à même le Fonds de suppléance.

(2) Les sommes seront prélevées à même les revenus de la taxe sur le tabac et seront octroyées au Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique.



### 1.5.1. Donner à chaque enfant les moyens d'aller au bout de son potentiel

On s'aperçoit que le gouvernement compte investir plus de 1,73 milliard de dollars sur un horizon de 5 ans. Or, ce n'est qu'entre 2022 et 2024 que le gouvernement prévoit investir plus massivement dans ce volet, qui compte notamment la mise en place de maternelles 4 ans partout au Québec.

En 2019-2020, c'est 102 millions de dollars qui seront dépensés, dont 36 millions de dollars pour ajouter 250 nouvelles classes en septembre 2019<sup>17</sup>. Cette somme devrait permettre d'élargir l'offre de service dans certains milieux défavorisés.

Il est cependant impossible de déterminer à la lumière du budget actuel si des écoles primaires de la région de l'Outaouais bénéficieront de ces classes. Par contre, il est permis de croire que certains groupes situés dans des zones moins nanties pourraient bénéficier d'une telle mesure. À titre d'exemple, rappelons que la commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais compte 8 écoles primaires sur 24 qui ont un indice de seuil de faible revenu élevé ou très élevé<sup>18</sup>. Dans la commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais, 100 % des écoles se trouvent dans cette situation<sup>19</sup>.

Bref, il y a un besoin évident dans certaines écoles de l'Outaouais. On peut supposer l'existence de besoins équivalents chez la petite enfance<sup>20</sup>. Si les investissements liés à cette mesure sont effectués en fonction des besoins, il est probable qu'elle améliore la vie des personnes les moins fortunées de la région.

De plus, le gouvernement espère soutenir :

- « les écoles en offrant des services éducatifs spécialisés qui répondent aux besoins des élèves aux prises avec des difficultés pendant leur parcours scolaire

---

<sup>17</sup> Québec, Plan budgétaire 2019-2020, mars 2019, C.7, en ligne, [http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2019-2020/fr/documents/PlanBudgetaire\\_1920.pdf](http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2019-2020/fr/documents/PlanBudgetaire_1920.pdf)

<sup>18</sup> Québec, Indices de défavorisation des écoles publiques, 2016-2017 Écoles primaires et secondaires, avril 2017, p. 27, en ligne, [http://www.education.gouv.qc.ca/fileadmin/site\\_web/documents/PSG/statistiques\\_info\\_decisionnelle/Indices\\_PUBLICATION\\_20162017\\_final.pdf](http://www.education.gouv.qc.ca/fileadmin/site_web/documents/PSG/statistiques_info_decisionnelle/Indices_PUBLICATION_20162017_final.pdf)

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 27.

<sup>20</sup> Évidemment, on peut être critique de la mesure; certains considèrent que des investissements dans le réseau des centres de petites enfance seraient plus porteurs. Ceci étant dit, s'il y a effectivement des investissements dans les régions aux plus grands besoins alors ce sera une avancée par rapport à la situation actuelle. Voir : Hurteau, Philippe, *Combien coûterait la transformation des garderies privées en CPE?*, IRIS, 30 octobre 2018, 14 p., en ligne, <https://iris-recherche.qc.ca/publications/cpe2018>

- Le gouvernement soutient également les écoles en milieux défavorisés afin de donner aux élèves une plus grande chance de réussir. Pour ce faire, le gouvernement bonifie l'enveloppe liée aux indices de défavorisation et en améliore sa répartition.
- De plus, les organismes communautaires qui offrent des services en complément à ceux offerts par les écoles en matière de réussite éducative et de persévérance scolaire bénéficient d'un appui financier gouvernemental<sup>21</sup>. »

Pour ce faire, il débloque en 2019-2020 un budget de 25 millions de dollars et prévoit dépenser 123 millions de dollars sur 5 ans pour ce projet.

Considérant que le taux de diplomation au secondaire est le plus faible au Québec (62 % par rapport à 70,2 %) <sup>22</sup>, si la mesure est adaptée pour répondre au besoin de la région et qu'elle est distribuée selon les besoins à travers le Québec, elle pourra aider une population qui en a grandement besoin en Outaouais.

Ce raisonnement s'applique d'ailleurs à l'ensemble de la proposition « Donner à chaque enfant les moyens d'aller au bout de son potentiel ».

#### 1.5.2. *Soutenir les enseignants et valoriser la profession*

Le gouvernement souhaite aider les enseignants des écoles primaires et secondaires au Québec grâce à diverses mesures, dont :

- Augmenter « les services de soutien professionnels et techniques aux élèves du préscolaire, du primaire et du secondaire, à l'éducation des adultes, ainsi qu'à la formation professionnelle » (47 M\$)<sup>23</sup>;
- Offrir des bourses d'excellence aux étudiants en enseignement (16 M\$) ;
- Faciliter le mentorat des enseignant•e•s (5 M\$)

L'Outaouais connaît un grave problème de manque de personnel enseignant, qui peut difficilement répondre aux besoins de tous les enfants sans soutien technique. Dans ces circonstances, plusieurs étudiants universitaires acceptent des contrats de suppléance plutôt que de terminer plus rapidement leur corpus universitaire<sup>24</sup>. Cette mesure peut ainsi être perçue comme positive pour la région si, une fois de plus, elle est appliquée selon les besoins.

---

<sup>21</sup> Québec, Plan budgétaire 2019-2020, mars 2019, C.7, en ligne, [http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2019-2020/fr/documents/PlanBudgetaire\\_1920.pdf](http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2019-2020/fr/documents/PlanBudgetaire_1920.pdf)

<sup>22</sup> Radio-Canada, « Baisse du taux de diplomation secondaire en Outaouais », *Ici Ottawa-Gatineau*, 15 février 2018, en ligne, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1084189/baisse-du-taux-de-diplomation-au-secondaire-en-outaouais>

<sup>23</sup> Québec, Plan budgétaire 2019-2020, mars 2019, p. C.8.

<sup>24</sup> Radio-Canada, « Pénurie d'enseignants en Outaouais : un casse-tête pour les acteurs du milieu », *Ici Ottawa-Gatineau*, 26 février 2019, en ligne, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1155318/penurie-enseignants-enseignement-universite-education-commission-scolaire>

### 1.5.3. Appuyer les régions et soutenir l'enseignement supérieur

Comme nous l'avons montré dans la note socio-économique de 2018, l'offre de programme, de service et d'inscription en éducation postsecondaire est insuffisante dans les régions et en retard par rapport à la moyenne québécoise.

En ce sens, on peut saluer l'augmentation du financement des écoles de métier (5 M\$), des cégeps (29 M\$) et des universités dans les régions (15 M\$). Selon toute vraisemblance, ces aides auront des effets positifs pour la population de l'Outaouais. Cependant, comme le montrait encore note socio-économique, les établissements d'enseignement postsecondaire de l'Outaouais sont généralement sous-financés par rapport aux régions comparables. Or, si ce financement demeure conforme à ses antécédents, on pourrait déplorer encore un sous-financement des établissements postsecondaires de l'Outaouais e regard de ceux des régions comparables<sup>25</sup>.

## 1.6. Santé et services sociaux

L'essentiel des informations permettant d'analyser les mesures qui toucheront le domaine de la santé se trouve en page C.22 du budget du Québec<sup>26</sup>. Nous en reproduisons le tableau ci-dessous. On note qu'à terme, le gouvernement compte investir 4,9 milliards de dollars de plus en santé en 5 ans, dont 150 millions de dollars pour bonifier le programme de soutien au communautaire. Plus spécifiquement pour 2019-2020, il s'agit d'une hausse de dépenses de 801 millions de dollars, dont 30 millions de dollars supplémentaires pour bonifier le programme de soutien au communautaire.

Évidemment, l'injection d'argent dans le système de santé aura un impact favorable sur la vie des habitant•e•s de l'Outaouais. Cependant à l'image des mesures en éducation, ces dépenses supplémentaires devront être allouées au besoin. La présente analyse cible certaines mesures qui pourraient être appliquées de façon prioritaire à l'Outaouais.

---

<sup>25</sup> Par exemple, en décembre 2018, le gouvernement de la CAQ a ouvert une aide de 7,5 M\$ pour les universités en région. Lors de cette annonce, l'UQO faisait partie des universités dont l'aide provinciale était la plus faible. Voir : Cabinet du ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Financement des universités en région du réseau de l'Université du Québec - 7,5 M\$ pour soutenir le rôle de pôle de développement socioéconomique régional des universités, communiqué de presse, 18 décembre 2018, en ligne, <https://www.newswire.ca/fr/news-releases/financement-des-universites-en-region-du-reseau-de-luniversite-du-quebec---75-m-pour-soutenir-le-role-de-pole-de-developpement-socioeconomique-regional-des-universites-703058331.html>

<sup>26</sup> Québec, Plan budgétaire 2019-2020, mars 2019, p. C.22.

TABLEAU C.5

**Détail des mesures annoncées en santé et services sociaux**  
(en millions de dollars)

	2018- 2019	2019- 2020	2020- 2021	2021- 2022	2022- 2023	2023- 2024	Total
<b>Offrir de meilleurs services aux aînés</b>							
Renforcer les soins et les services à domicile	-80	-280	-280	-280	-280	-280	-1 480
Déployer les maisons des aînés	—	—	—	-74	-245	-245	-564
Ajouter des lits et des places d'hébergement	—	-70	-70	-70	-70	-70	-350
Améliorer la qualité de vie des proches aidants	—	-21	-21	-21	-21	-21	-105
Bonifier l'allocation de dépenses personnelles	—	-20	-20	-20	-20	-20	-100
<b>Sous-total</b>	<b>-80</b>	<b>-391</b>	<b>-391</b>	<b>-465</b>	<b>-636</b>	<b>-636</b>	<b>-2 599</b>
<b>Améliorer les services directs à la population</b>							
Renforcer l'accès en première ligne	—	-10	-10	-10	-10	-10	-50
Mettre sur pied des cliniques d'hiver	—	-3	-3	-3	-3	-3	-15
Consolider la présence des infirmier(e)s praticien(ne)s spécialisé(e)s dans le réseau	—	-40	-40	-40	-40	-40	-200
Bonifier le Programme de soutien aux organismes communautaires	—	-30	-30	-30	-30	-30	-150
Voir pour réussir <sup>(1)</sup>	—	—	-36	-36	-36	-36	-144
Bonifier la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées	—	-3	-3	-3	-3	-3	-15
<b>Sous-total</b>	<b>—</b>	<b>-86</b>	<b>-122</b>	<b>-122</b>	<b>-122</b>	<b>-122</b>	<b>-574</b>
<b>Valoriser certaines initiatives pour les jeunes</b>							
Dépister plus tôt les troubles de l'apprentissage	—	-48	-58	-68	-78	-88	-340
Valoriser le projet Aire ouverte pour la santé psychologique des jeunes	—	-20	-20	-20	-20	-20	-100
Mieux protéger la jeunesse	—	-18	-18	-18	-18	-18	-90
Mettre en place le Programme de traitement de séquelles buccodentaires	—	-2	-2	-2	-2	-2	-10
<b>Sous-total</b>	<b>—</b>	<b>-88</b>	<b>-98</b>	<b>-108</b>	<b>-118</b>	<b>-128</b>	<b>-540</b>
<b>Ajouter du personnel soignant</b>							
Améliorer les services	—	-200	-200	-200	-200	-200	-1 000
Former de nouveaux préposé(e)s aux bénéficiaires	—	-15	-15	-15	-15	-15	-75
<b>Sous-total</b>	<b>—</b>	<b>-215</b>	<b>-215</b>	<b>-215</b>	<b>-215</b>	<b>-215</b>	<b>-1 075</b>
<b>Autres mesures</b>	<b>-10</b>	<b>-21</b>	<b>-21</b>	<b>-21</b>	<b>-21</b>	<b>-21</b>	<b>-115</b>
<b>TOTAL</b>	<b>-90</b>	<b>-801</b>	<b>-847</b>	<b>-931</b>	<b>-1 112</b>	<b>-1 122</b>	<b>-4 903</b>

(1) Cette couverture élargie sera offerte et financée selon les besoins dès septembre 2019.

### *1.6.1. Renforcer l'accès à la première ligne*

La note socio-économique de l'IRIS démontre qu'en Outaouais, le « Pourcentage des visites P4 et P5 par rapport à l'ensemble des visites au service des urgences » était de 8,2 points plus élevé que la moyenne québécoise et supérieur à l'ensemble des régions comparables. Ce qui laisse supposer que les services de première ligne sont insuffisants dans la région, comme en témoigne l'accumulation des demandes en urgence<sup>27</sup>. En ce sens, une mesure pour soutenir les services de première ligne est louable. Cependant, le montant alloué à cette mesure en 2019-2020, soit 10 millions de dollars pour l'ensemble du Québec, risque de n'avoir qu'un effet négligeable en Outaouais.

### *1.6.2. Bonifier le Programme de soutien aux organismes communautaires*

Le gouvernement compte faire un investissement additionnel de 30 millions de dollars par année à compter de 2019-2020 pour bonifier le Programme de soutien aux organismes communautaires, tout en faisant « preuve de plus de transparence à l'égard des sommes allouées<sup>28</sup> ». C'est en soi une bonne mesure, qui fait suite à de nombreuses compressions. Cependant, comme ce montant de 30 millions de dollars risque d'être réparti parmi quelque 3 000 organismes communautaires en santé et services sociaux, l'Outaouais aura fort à faire pour recevoir sa juste part de fonds et profiter des nouvelles politiques de transparence du gouvernement pour la réclamer.

### *1.6.3. Ajouter du personnel soignant : Améliorer les services*

Le gouvernement du Québec « s'est engagé à mieux supporter le personnel soignant dans les CHSLD et dans les hôpitaux. Pour ce faire, davantage d'infirmier(e)s, d'infirmier(e)s auxiliaires, de préposé(e)s aux bénéficiaires et d'autres professionnels du domaine de la santé et des services sociaux seront donc recrutés.

Les ajouts d'effectifs, particulièrement de personnel infirmier, permettront d'améliorer les services dans les établissements en fonction des besoins croissants des usagers et de la population<sup>29</sup>. »

Le gouvernement souhaite augmenter son budget de 200 millions de dollars supplémentaires annuellement, pour un total de 1 milliard de dollars sur cinq ans. Évidemment, cette proposition doit être vue d'un bon œil, car, une fois de plus, si les ressources sont attribuées au besoin, l'Outaouais devrait percevoir plus d'argent que d'autres régions ; or, rien ne garantit que ce sera le cas.

---

<sup>27</sup> Schepper, Bertrand, *Effets du retard de financement public sur les systèmes de santé et d'éducation postsecondaire en Outaouais : retombées économiques d'un rattrapage*, IRIS, août 2018, p. 4-5.

<sup>28</sup> Québec, Plan budgétaire 2019-2020, mars 2019, p. C.17.

<sup>29</sup> *Ibid.*, p. C.20.

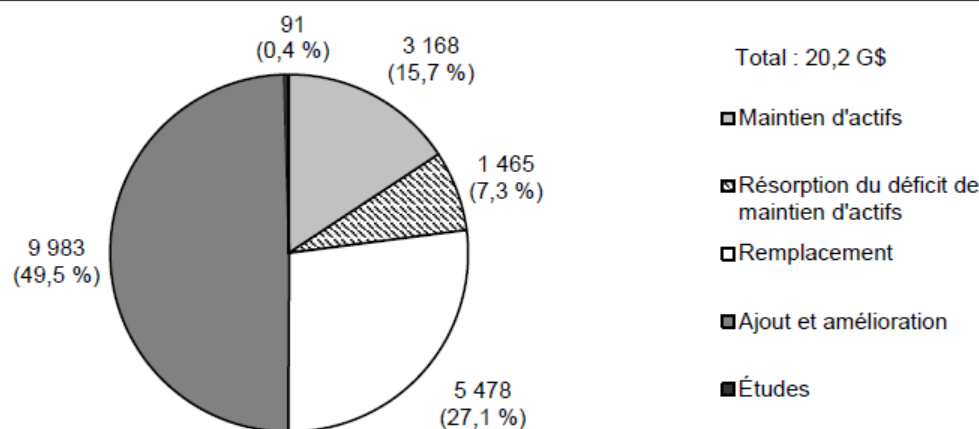
Rappelons que le nombre d’infirmières par 1000 habitants est de 32 % moindre en Outaouais que pour la moyenne québécoise<sup>30</sup>.

#### 1.6.4. Améliorer les infrastructures en santé et services sociaux

On peut se réjouir d’une hausse des ressources en santé et services sociaux ; cependant, un des enjeux principaux pour l’Outaouais tient aux besoins de rénovation du parc d’infrastructures en santé de la région.

Rappelons que le déficit du maintien des actifs de ce parc était de 12,6 millions de dollars en 2016-2017, soit plus du triple de celui du Bas-St-Laurent et 7 fois plus que celui du Saguenay-Lac-Saint-Jean, deux régions comparables à l’Outaouais<sup>31</sup>.

**Plan québécois des infrastructures 2019-2029 en santé et services sociaux  
par type d’investissement**  
(en millions de dollars)



Source : Secrétariat du Conseil du trésor.

En ce sens, un des enjeux pour l’Outaouais est d’avoir les infrastructures nécessaires dans un état suffisamment acceptable pour transformer ces nouvelles dépenses en soins réels.

<sup>30</sup> Schepper, Bertrand, *Effets du retard de financement public sur les systèmes de santé et d’éducation postsecondaire en Outaouais : retombées économiques d’un rattrapage*, IRIS, août 2018, p. 5.

<sup>31</sup> *Idem*.

Comme présentés ici-bas dans un graphique repris de la page C.21 du budget du Québec<sup>32</sup>, l'on prévoit investir 3,2 milliards de dollars sur 5 ans pour rénover l'infrastructure actuelle, 5,5 milliards de dollars pour remplacer des infrastructures existantes (dont les équipements désuets) et 276 millions de dollars pour résorber le déficit de maintien des actifs.

Ainsi, une fois de plus, si ces investissements se faisaient selon les besoins, ils pourraient être bénéfiques pour l'Outaouais. Cependant, rien n'assure qu'ils seront réalisés. De plus, malgré ces investissements, il faudrait pour atteindre la moyenne québécoise des infrastructures capables de servir environ 185 lits. Les rénovations actuellement envisagées dans ce volet du budget ne suffiront pas à accommoder une telle demande.

En ce sens, le déficit en santé a peu de chances d'être résorbé avant que ne soient connues les conclusions de l'« étude sur la nouvelle offre de service hospitalier en Outaouais » ainsi que l'accueil fait à ses recommandations.

Bref, on peut considérer que les propositions en santé sont positives pour les habitant•e•s de l'Outaouais comme pour plusieurs Québécois et Québécoises. Il faudra toutefois s'assurer que la région réussit à aller chercher sa juste part des investissements prévus. De plus, il faudra probablement être patient et attendre les résultats de l'étude du PQI pour vérifier s'il sera possible de résorber correctement le retard du financement de l'Outaouais par rapport à la moyenne québécoise.

## 1.7. Logement

On trouve en page F.5 du budget du Québec<sup>33</sup> l'essentiel des informations permettant d'analyser les mesures qui toucheront le domaine du logement. Nous en reproduisons le tableau de la page suivante.

---

<sup>32</sup> Québec, Plan budgétaire 2019-2020, mars 2019, p. C.17.

<sup>33</sup> *Ibid.*, p. F.5.

TABLEAU F.2

**Impact financier des mesures d'aide au logement et à la rénovation de domicile<sup>(1)</sup>**

(en millions de dollars)

	2018- 2019 <sup>(2)</sup>	2019- 2020	2020- 2021	2021- 2022	2022- 2023	2023- 2024	Total
<b>Aides aux logements sociaux</b>							
– Soutien dans la réalisation des unités de logement AccèsLogis Québec non réalisées <sup>(3)</sup>	-72,8	-13,5	-36,7	-46,4	-46,4	-33,9	-249,7
– Bonification du Programme d'aide aux organismes communautaires	—	-6,0	-6,0	-6,0	-6,0	-6,0	-30,0
– Ajout d'unités de Supplément au loyer du marché privé à une clientèle en situation d'itinérance <sup>(4)</sup>	—	-0,1	-0,5	-0,7	-0,8	-0,8	-2,9
<b>Sous-total</b>	<b>-72,8</b>	<b>-19,6</b>	<b>-43,2</b>	<b>-53,1</b>	<b>-53,2</b>	<b>-40,7</b>	<b>-282,6</b>
<b>Adaptation et rénovation de domicile</b>							
– Adaptation de domicile	—	-14,0	-20,0	-20,0	-6,0	—	-60,0
– Rénovation Québec	—	-5,0	-13,0	-18,0	-11,0	-3,0	-50,0
– RénoRégion	—	-9,3	-13,0	-13,0	-1,8	—	-37,1
– Amélioration des maisons d'hébergement	—	-0,2	-1,8	—	—	—	-2,0
– Résidences endommagées par la pyrrhotite	—	-1,0	-1,0	—	—	—	-2,0
<b>Sous-total</b>	<b>—</b>	<b>-29,5</b>	<b>-48,8</b>	<b>-51,0</b>	<b>-18,8</b>	<b>-3,0</b>	<b>-151,1</b>
<b>Réduction des délais d'attente à la Régie du logement</b>	<b>—</b>	<b>-3,8</b>	<b>-5,0</b>	<b>-5,0</b>	<b>-5,0</b>	<b>-5,0</b>	<b>-23,8</b>
<b>TOTAL</b>	<b>-72,8</b>	<b>-52,9</b>	<b>-97,0</b>	<b>-109,1</b>	<b>-77,0</b>	<b>-48,7</b>	<b>-457,5</b>

*1.7.1. Soutien dans la réalisation des unités de logement AccèsLogis Québec non réalisées et Bonification du Programme d'aide aux organismes communautaires*

Bien que le gouvernement annonce des dépenses de l'ordre de 282,6 millions de dollars sur 5 ans en aide au logement social, ce montant est relativement faible en 2019-2020, soit uniquement 19,6 millions de dollars. En ce sens, même si les hausses de dépenses de plus



de 2,3 milliards de dollars prévues dans le présent budget peuvent être considérées comme plutôt généreuses, les groupes de défense du logement social semblent être les grands perdants de cet exercice.

En effet, en ce qui concerne les 249,7 millions de dollars alloués entre 2018 et 2024 au programme AccèsLogis, 72,8 millions de dollars ont déjà été engagés en 2018-2019 pour des projets annoncés à la Ville de Montréal<sup>34</sup>. Ce qui laisse la très maigre somme de 13,5 millions de dollars pour de nouveaux projets en 2019-2020. À ce propos, même si le projet de construction de 6 édifices de logements sociaux dans le secteur Deschênes à Aylmer verra le jour en 2020, il est peu probable que les 350 unités de logement prêtes à être construites à Gatineau<sup>35</sup> soient mises en chantier à court terme.

D'autre part, la hausse annuelle de 6 millions de dollars pour les organismes communautaires qui mettent en place des services, des activités ou des projets favorisant l'amélioration des conditions d'habitation (environ 45 organismes) est certainement une mesure digne de mention. Cependant une fois de plus, rien n'assure pour l'instant que les groupes de l'Outaouais auront une part équitable de ce portefeuille et que les projets que ces groupes souhaitent développer auront suffisamment de fonds pour être rapidement mis en place.

## Conclusion

Le budget 2019-2020 présente dans l'ensemble des mesures intéressantes, notamment parce que les surplus provenant des effets de nombreuses années d'austérité sont en partie redistribués. Sans réparer complètement les torts occasionnés par des années de compressions, il permet de donner un peu d'air aux réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux. De plus, plusieurs groupes communautaires voient augmenter les dépenses qui leur sont attitrées. Cependant, il est clair que les grands perdants du budget sont les organismes de défense du logement social. Cela va nécessairement affecter la région de l'Outaouais qui a de grands besoins à court terme en la matière.

Enfin, bien qu'il soit positif de voir que le PQI étudie certains projets dans la région, il est dommage de voir qu'à l'image du 3<sup>e</sup> lien à Québec, le gouvernement n'ait pas souhaité accélérer la réalisation de projets répondant aux besoins en santé et services sociaux et en éducation postsecondaire en Outaouais.

---

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. F.6.

<sup>35</sup> Bélanger, Mathieu, « Trente nouveaux logements abordables à Aylmer », *Le Droit*, 26 mars 2019, en ligne, <https://www.ledroit.com/actualites/gatineau/trente-nouveaux-logements-abordables-a-aylmer-d150b24a59ba904021566ebcdab2cb37>